



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

## Revue de presse



Jeudi 16 mars 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

### Réunion du gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement, consacrée à l'examen de dossiers liés aux secteurs du travail, l'agriculture, la santé, l'industrie, les transports, l'environnement, et l'économie de la connaissance et des start-up, indique un communiqué des Services du Premier ministre.



### Finance islamique : La BNA octroie 4 milliards DA de crédits

La valeur des crédits octroyés par la Banque nationale d'Algérie dans le cadre de la finance islamique a atteint 4 milliards DA en 2022, alors que celle des dépôts totalise 12 milliards DA.



### Programme gouvernemental : Quelle cadence adopter?

Une certaine décantation s'est installée depuis, dans le décor général avec, à l'appui, une révolution au niveau des paradigmes, jusque-là bien couvés. Le président de la République semble impatient de voir se concrétiser l'ensemble de ses 54 engagements.



## [Goudjil à la réunion du bureau du Conseil de la nation : «Les efforts du Président ont porté leurs fruits»](#)

Le président du Conseil de la nation a retenu l'élan impulsé par le chef de l'État aux secteurs socio-économique et diplomatique. Réuni avant-hier, le bureau du Conseil de la nation s'est félicité de «la stratégie nationale et des pas franchis résolument au sein de l'Algérie nouvelle, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», rapporte un communiqué de la chambre haute du Parlement. Pour l'institution présidée par Salah Goudjil, les efforts déployés par le chef de l'État «ont porté leurs fruits et permis de remporter des acquis socio-économiques et diplomatiques».



## [Récupération des fonds détournés et transférés vers l'étranger : Un processus qui avance](#)

La présence de cette question lors des rencontres de Ladislav Hamran avec Belani et Tabi est un indicateur d'une véritable amorce du processus de récupération des fonds détournés vers l'étranger.



## [Plus d'un tiers de la masse monétaire circule hors banque : La part inquiétante de l'informel](#)

La circulation fiduciaire hors banques représente plus d'un tiers de la masse monétaire globale en Algérie, soit quelque 7395 milliards de dinars à fin septembre dernier, contre 6712 milliards de dinars à fin décembre 2021.



## [Finance islamique : 2023 s'annonce riche pour la BNA](#)

Dans une journée d'information tenue ce mercredi au siège de la Caci, Ourif Belkacem, Directeur de la Direction animation commerciale et Ressources humaines à la BNA, indique que la Banque qu'il représente dispose de 66 guichets et 7 agences spécialisées dans 49 wilayas. Ce n'est pas tout.

## Le baril fait-il une économie ?

Le dinar algérien se porte mieux, mais quels sont les effets de cette bonne santé sur la vie quotidienne ? La monnaie algérienne a enregistré une «forte appréciation», atteignant pas moins de 11,92% par rapport à l'euro, passant de 157,0045 dinars pour un euro à fin décembre 2021 à 138,2903 dinars pour un euro à fin septembre 2022.

## L'impératif de nouvelles reforme

Le développement du pays interpelle, en premier lieu, les Algériens eux-mêmes. Il doit répondre aux attentes réelles de la population et ne peut se réaliser qu'avec la participation active de tous. Il repose, d'abord et avant tout, sur la mobilisation et la valorisation des ressources naturelles dont dispose l'Algérie.

## Forte augmentation des réserves de change en Algérie en ce début 2023

Les chiffres relatifs à la note de conjoncture de la Banque d'Algérie (BA), relayés mardi par la presse nationale, laissent croire que les réserves de change pour l'année 2023 étaient de l'ordre de 52,76, milliards de dollars, alors qu'il s'agit d'un montant arrêté au 30 septembre 2022, a indiqué une note de précision de la Banque d'Algérie.



## رقم قياسي جديد للدفع والسحب بالإنترنت والهاتف

**25 ألف مليار.. تداولها جزائريون بكبسة زرّ في 30 يومًا**

حققت، البنوك و بريد الجزائر وتجّار الويب، المنخرطين في عمليات الدفع الإلكتروني، رقما قياسيا جديدا خلال شهر جانفي المنصرم، تجاوز 255 مليار دينار أي 25 ألف و500 مليار سنتيم، وهي أول حصيللة لتجمع النقد الآلي "جي مونيتيك" لسنة 2023، ويأتي ذلك تزامنا مع مساعي السلطات العليا لإعادة بعث مشروع الجزائر الرقمية بكافة القطاعات، لاسيما المالية والبنوك، التي تستعد لاعتماد الدينار الرقمي الجزائري، عبر مشروع القانون النقدي والمصرفي الجديد.

## MODERNISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION DES BANQUES

# L'expertise de la BAD sollicitée

L'Algérie peine toujours, semble-t-il, à mettre sur rails son ambitieux programme de modernisation des systèmes d'information (SI) de l'ensemble des banques publiques, à savoir le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque nationale d'Algérie (BNA), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP), la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et la Banque de développement local (BDL). La matérialisation efficace de ce programme, qui constitue la pierre angulaire des réformes engagées par l'Etat en vue d'aligner le système bancaire national sur les standards internationaux et d'améliorer le climat des affaires, de faciliter l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME) et de promouvoir le développement du secteur privé en soutien à la diversification de l'économie, se heurte à nombre de contraintes techniques. Pour y remédier, il a été fait appel aux experts de la Banque africaine de développement (BAD). En effet, dans le cadre du renforcement des capacités de l'administration algérienne, le gouvernement a sollicité une assistance technique auprès de la BAD en matière de suivi, par les structures compétentes du ministère des Finances, de la mise en œuvre des plans de modernisation des systèmes d'information des six banques publiques algériennes, a annoncé jeudi dernier l'institution financière continentale. Le financement du projet d'appui à la supervision technique devrait être assuré par le Fonds d'assistance technique pour les pays à revenu intermédiaire (FAT-PR1). Au titre de la phase initiale du dialogue entamé avec le gouvernement dans ce cadre, en mai 2011, a-t-on précisé, la Banque a effectué une mission dans la perspective d'une assistance visant à impulser le processus de modernisation des SI. Cette mission ayant procédé à un diagnostic des forces et faiblesses dudit processus et formulé des recommandations à la Banque ainsi qu'au gouvernement sur les domaines potentiels de coopération entre les deux parties. Outre le renforcement des capacités du ministère des Finances en matière de suivi de la

mise en œuvre des plans de modernisation des systèmes d'information des banques publiques, trois autres domaines clés ont ainsi pu être identifiés par les experts de la BAD : l'appui à l'évaluation de la solution «Delta», un logiciel de gestion bancaire utilisé par trois des six banques publiques, la mutualisation des infrastructures informatiques (centres de secours, centres de calcul) des six banques et l'externalisation des services informatiques, notamment par la mise en place d'une société d'informatique bancaire.

### LA SOLUTION « DELTA »

Globalement, le système bancaire national compte 26 banques et établissements financiers, dont six banques publiques parmi lesquelles une caisse d'épargne. Pendant de bien longues années, ces dernières contrôlaient jusqu'à 89% des actifs (contre 11% pour les banques privées), représentaient plus de 80% du réseau bancaire national et réalisaient, à elles seules, plus de 70% du produit net bancaire total. D'où leur importance dans l'économie nationale. Cependant, relèvent les auditeurs de la BAD, «les banques publiques font face à un certain nombre de défis, notamment la modernisation de leurs systèmes d'information qui devrait leur permettre, entre autres, de renforcer la satisfaction de la clientèle, la transparence et le respect des normes prudentielles, de produire des rapports périodiques d'activité, d'améliorer la gestion du risque et de manière générale, de répondre aux objectifs stratégiques de développement qui leur sont assignés par leurs conseils d'administration (CA)». Pour relever ces défis dans le contexte de la réforme bancaire globale, en 2004, chacune des six banques a été instruite par son CA de s'engager résolument dans la conception et la mise en œuvre d'un plan de modernisation de son système d'information, tient-on à rappeler. La finalité étant de «renforcer l'intermédiation financière et le climat des affaires en soutien aux options économiques opérées en faveur d'une économie de marché et pour renforcer l'intégration régionale». Les banques publiques

étant ainsi placées au cœur du financement de l'économie du pays, il s'avérera, aux yeux des experts de la Banque, important que «celles qui contrôlent 89% des avoirs du système bancaire soient suffisamment outillées pour financer le processus de transition et de création de richesse par des opérateurs privés, réaliser des analyses de risques liés à la décision de financement de projets de manière consistante pour prévenir et enfin limiter des gaspillages de ressources publiques que pourrait occasionner le financement de projets non performants».

En termes techniques, l'examen par les mêmes experts des plans de modernisation a, en outre, fait ressortir qu'il existe actuellement deux groupes différents : le groupe CPA, BNA, BEA utilisant le progiciel Delta Bank avec des versions différentes et le groupe CNEP, BADR, BDL utilisant une solution propriétaire ou d'un éditeur autre que Delta. Quant à celles n'ayant pas opté pour Delta, elles ont déjà initié leur processus de recherche d'un progiciel de type «Global Banking». Toutefois, notera-t-on, les trois banques utilisant la solution Delta hésitent encore entre deux options : soit évoluer vers la modernisation avec la solution Delta (déploiement des versions récentes et achat d'autres modules), soit rechercher un progiciel bancaire moderne. De manière générale, «à l'exception de la BEA et de la BNA, l'ensemble des six banques publiques ne disposent pas encore d'un réseau de télécommunication moderne et fiable ou de lignes de transmission de secours adéquates». Mieux, «pour la fourniture de solutions de communication (fibre optique, lignes ADSL, réseau RMS, stations VSAT), toutes les banques dépendent d'Algérie Télécom», diagnostiquent les experts de la BAD. S'agissant de la sécurité des systèmes d'information, «sur les six, seuls le CPA et la BNA disposent d'une stratégie de sécurité informatique. Au plan de la continuité de service et de site de secours, une seule, la BEA, dispose, aujourd'hui, d'un site de secours distant opérationnel».

*Naima Benouaret*

## COMMENTAIRE

# LE 29<sup>e</sup> ENGAGEMENT EN BRANLE

Par Amirouche Lebbal

**U**ne bonne nouvelle pour les retraités. La réunion de gouvernement a examiné, hier, l'avant-projet de loi modifiant et complétant les dispositions des articles 16 et 47 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite. En attendant qu'il soit débattu en Conseil des ministres et soumis à l'approbation des deux chambres du Parlement pour qu'il soit effectif, le projet de ce texte propose d'emblée «l'augmentation du seuil minimum du montant annuel de la pension de retraite de 75% à 100% du montant annuel du salaire national minimum garanti (SNMG) et à fixer le seuil minimum pour l'allocation de retraite annuelle à concurrence de 75% du SNMG».

Cette annonce réjouissante pour nos séniors qui donne corps aux instructions du président de la République au gouvernement, lors du Conseil des ministres, tenu le 25 décembre de l'année dernière, s'ajoute aux acquis socioprofessionnels et ceux à venir visant à améliorer progressivement et d'une manière substantielle le pouvoir d'achat des Algériens. Une mécanique salutaire mise en branle par le chef de l'Etat dès le début de son mandat en 2019. Dans une conjoncture pourtant marquée par des contraintes tant endogènes qu'exogènes. En ce sens, il y a lieu de rappeler qu'en 2019, notre économie était quasiment en berne et les voyants du tableau de bord de nos finances et macroéconomiques étaient au rouge. Une situation induite par la gabegie et une gestion hasardeuse léguée par l'ancien régime. Sur le plan international, la pandémie de coronavirus a pra-

tiqument sclérosé l'économie mondiale qui évoluait au ralenti. C'est dans ce climat incertain que le président de la République a mis en place sa stratégie pour concrétiser le 29<sup>e</sup> engagement de son programme sur la base duquel il a été élu. Son engagement visant «à accroître et consolider le pouvoir d'achat des citoyens» est une réalité grâce au train de valorisation des salaires et des retraites et l'institution de l'allocation chômage portée à 15.000 DA au début de l'actuel exercice. La vague haussière des salaires n'est pas non plus en reste, puisqu'en l'espace de trois ans, soit de 2022 à 2024, leur valorisation atteindra les 47%. Même topo pour les allocations et pensions de retraite concernées par l'avant-projet de loi examiné lors du Conseil de gouvernement hier, dès lors que plus de 2,9 millions de retraités bénéficient d'une valorisation de leur retraite. En effet, le

directeur général de la CNR a annoncé, le 18 janvier dernier, que «plus de 2,6 millions de bénéficiaires d'allocations et pensions de retraite, gérées par la CNR, étaient concernés par la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à l'augmentation des allocations et pensions». Une mesure entrée en vigueur ce mois de mars avec effet rétroactif à partir de janvier 2023. Au moment même où de nombreux pays du monde, y compris les plus développés, font face à une crise économique aux tentacules inflationnistes, aggravée par un recul du pouvoir d'achat qu'on arrive difficilement à soutenir, l'Algérie continue, chiffres à l'appui, de tirer son épingle du jeu et conforte non seulement sa dimension sociale et le pouvoir d'achat du citoyen, mais aussi son économie et sa santé financière.

■ A. L.

**LOI NOPEC ET PLAFONNEMENT DES PRIX DU PÉTROLE**

# L'Opep prête à riposter

*La loi Nopec, un texte anti-Opep vieux de plus de dix ans et tout récemment réintroduit au Congrès américain par un groupe de législateurs, ainsi que le plafonnement des prix du pétrole. Deux «manœuvres» qui, avertissent des spécialistes, ne serviront qu'à accroître l'instabilité et l'incertitude sur les marchés pétroliers, plutôt qu'à résoudre les problèmes qui ont surgi depuis qu'est apparue la pandémie de Covid.*

La quiétude, ce n'est pas dans l'immédiat que le marché pétrolier renouera avec. Depuis plusieurs mois, les Occidentaux, les États Unis en tête, font en effet tout pour renvoyer les prix du brut à des niveaux les bas possible, allant jusqu'à commettre le sacrilège de toucher aux fondements de l'économie de marché, avec le plafonnement des prix au lieu de laisser le sacro-saint mécanisme de l'offre et la demande décider des cours. Sans parler de l'initiative de l'administration Biden qui a injecté près de 200 millions de barils de brut dans le marché pour gonfler l'offre et, ainsi, faire baisser les prix. Avec le plafonnement des prix, les grands pays consommateurs ont poussé leur logique jusqu'au bout et comp-

tent maintenant, avec la remise au goût du jour de la loi Nopec. Au cas où celle-ci est entérinée, elle permettrait de poursuivre en justice les compagnies pétrolières nationales des pays membres de l'Opep pour pratiques monopolistiques. Tout ceci dans le but de forcer l'Opep+ à lever ses réductions de production auto-imposées.

Une menace qui a fait sortir de ses gonds Abdelaziz Ben Salman, le ministre saoudien de l'Énergie, dans un entretien publié mardi sur le site spécialisé Energy Intelligence. «L'impact de l'entrée en vigueur d'une telle loi serait ressenti sur l'ensemble du marché, tant par les consommateurs que par les producteurs, et ce ne sera pas un impact positif»,



Photo : DR

a averti le ministre saoudien tout en soulignant que le controversé texte de loi saperait également les investissements dans la capacité pétrolière et entraînerait une grave pénurie de l'offre mondiale. Idem pour les plafonds de prix, qu'ils soient imposés à un seul pays ou à tout un groupe de pays, que ce soit pour le pétrole ou pour toute autre matière pre-

mière. Des prix imposés autrement que par les mécanismes du marché qui induiront «des contre-réponses individuelles ou collectives aux conséquences intolérables sous la forme d'une volatilité et d'une instabilité massives», a fermement averti le ministre saoudien, pour ensuite clairement aviser que si quelqu'un imposait des plafonds de prix au pétrole saoudien, le Royaume réduirait sa production et cesserait d'exporter du pétrole vers les pays qui soutiennent le plafond.

Des manœuvres — la loi

Nopec et le plafonnement des prix — qui n'ont pas altéré la vision de l'Opep sur le futur immédiat du marché pétrolier puisque la réouverture de la Chine, à la suite de la levée de la stricte politique zéro-Covid, donnera un élan considérable à la croissance économique mondiale, a déclaré l'Opep dans son rapport mensuel sur le marché pétrolier publié mardi. La demande de pétrole de la Chine devrait atteindre en moyenne 15,56 millions de barils par jour (bpj) en 2023, en hausse de 710 000 bpj par rapport à l'année dernière, selon la dernière estimation de l'Opep. C'est plus que la croissance de 590 000 bpj attendue dans le rapport du mois dernier. Mais, malgré la révision à la hausse de la demande chinoise, l'Opep a maintenu sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole inchangée par rapport à son estimation exprimée en février dernier. En effet, la révision à la hausse de la demande chinoise compense la révision à la baisse de la demande nord-américaine et européenne pour le premier semestre 2023, en raison d'un ralentissement attendu de l'activité économique. **Azedine Maktour**



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger